

# PÉKIN EN GUERRE CONTRE SES HACKTIVISTES

LE 14 MAI 2012 FLORIAN CORNU

En Chine, de récentes attaques menées par un nouveau groupe d'activistes dénommé "Anonymous China" mettent à rude épreuve les systèmes de surveillance du web mis en place par les autorités. Dans un contexte politique tendu, ce conflit témoigne également de l'importance croissante du web pour le parti qui tend à l'utiliser comme un outil stratégique de gouvernance.



L'Empire du milieu, qui n'est pas le dernier dans le palmarès des records en tout genre, peut se targuer d'avoir bâti par le biais du Great Fire Wall (pare feu par lequel transitent toutes les recherches des internautes chinois), un instrument de censure du web qui malgré ses failles, fait des prisonniers politiques, et des morts... Ces derniers mois, les mesures du parti à l'encontre du web se sont multipliées témoignant d'une propension incontestable du régime à juguler les dissidences, surtout celles qui s'organisent.

## Massives

En Chine, aucun mouvement de hackers organisé n'avait jusqu'à présent répondu à cette censure étatique par des actions visibles et massives. Dans un contexte politique mouvementé depuis **la chute du cadre Bo Xilai** et la forte médiatisation de **l'affaire Chen Guancheng**, les autorités chinoises se seraient bien passé d'un énième aveu de faiblesse à dompter les dissidences sur internet.

La première action du tout nouveau groupe Anonymous China remonte à début mars, après l'arrestation de membres présumés du collectif de hackers connus sous le noms de Lulzsec (avec lequel des Anonymous chinois collaboraient). Mais c'est véritablement le 5 avril, un mois après après cette riposte qu'Anonymous China a fait parler de lui. Il a piraté plus de 300 sites liés au gouvernement ainsi que de nombreux sites commerciaux et d'affaire.

Dans leur message adressé au peuple chinois sur ces pages, les hackers l'encourage à se soulever pour faire tomber le régime et à utiliser des VPN (réseaux privés virtuels) pour contourner la censure opérée en amont par le Great Fire Wall. Au lendemain de l'attaque, la plupart des sites avaient retrouvé un fonctionnement normal et la vidéo ci dessous, en Français, était postée sur la plateforme « Rézocitoyen ».

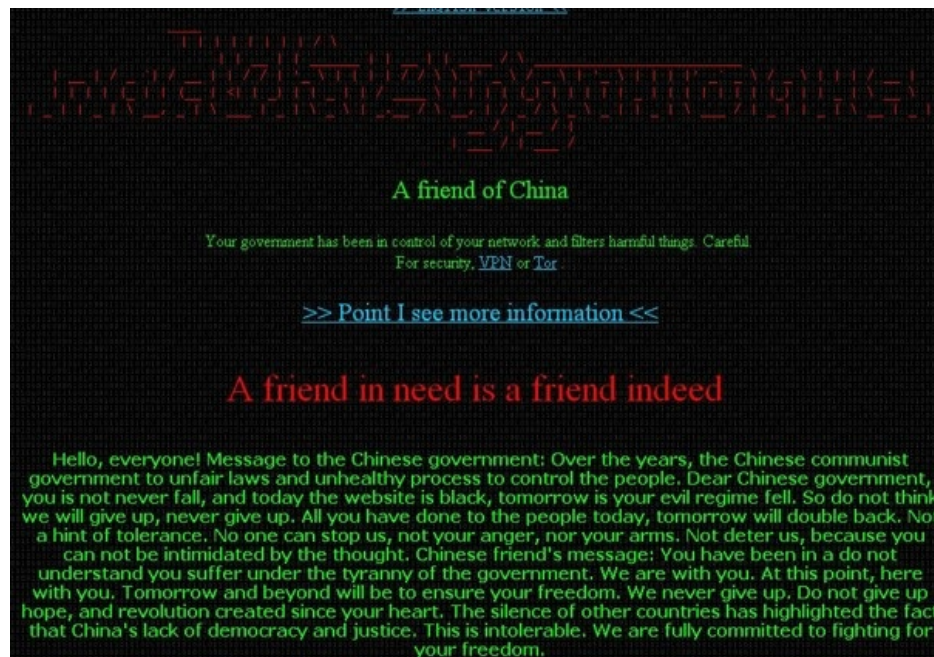


HACKERS DÉCAPITÉS

Le FBI a procédé à une vague d'arrestations de hackers proches des Anonymous. Des arrestations rendues possibles grâce au ...

Dans un communiqué envoyé à l'Agence France Presse le jour d'après, des membres se réclamant d'Anonymous China, avaient promis de continuer les actions et de les intensifier. Depuis cette attaque de masse, diverses opérations isolées et peu médiatisées ont ainsi eu lieu. Le 27 Avril Anonymous analytics<sup>1</sup> publiait ainsi **un rapport de 44 pages** impliquant l'entreprise multinationale productrice de tabac "Huabao" pour des activités de dumping et de détournement d'argent ayant participé à faire de son fondateur Chu Lam Yiu, un milliardaire.

Plus récemment, le 8 Mai, c'est le site de l'université de Hangzhou qui était visée et les comptes utilisateurs des administrateurs révélés. **D'après une annonce** de l'agence Reuters, la plupart des membres opérant dans le collectif Anonymous China ne vivent pas sur le territoire. Si l'on peut exprimer des doutes quant à cette annonce, les gérants du compte twitter, eux, sont probablement à l'étranger.



Par ailleurs, le congrès du parti communiste Chinois qui a lieu tous les cinq ans et qui renouvelle ses membres en octobre. Le pouvoir central et les hauts cadres du parti sont donc particulièrement enclins à tout faire pour qu'aucun trouble pouvant remettre en cause leur gestion du pays ne survienne.

Depuis le dernier plénum du parti qui s'est tenu fin 2011, le renforcement des mesures de lutte contre la dissidence sur le web n'a ainsi cessé de s'accroître au moindre prétexte. La dernière opération de répression en date, appelée « bise de printemps » témoigne d'ailleurs de la prise de conscience du pouvoir central quant au rôle clé des réseaux sociaux dans

l'organisation du mécontentement. Le gouvernement n'a semble t-il aucunement envie d'être une victime collatérale des révolutions arabes.

## Verrouillage

Officiellement consacré aux réformes culturelles, le plénum de la fin 2011 a été un moyen pour le pouvoir central, conscient du nombre croissant d'internautes contournant la censure, d'envisager une série de mesures contre les "rumeurs nuisibles à l'ordre social" dicit les autorités sur le web. On comprend mieux dès lors, l'organisation début novembre, d'une rencontre entre le gouvernement et une quarantaine de sociétés constituant le cœur du réseau internet Chinois. Cette réunion a très logiquement abouti à un engagement de ces entreprises qui gèrent le réseau à appliquer toutes les directives gouvernementales en matière de lutte contre les "rumeurs et les fausses informations".

Par l'utilisation de ces termes et la collaboration active des fournisseurs d'accès, moteurs de recherche et plateformes de micro blogs (équivalents de twitter), le gouvernement cherche à augmenter ses chances de taire toute information liée à des émeutes, manifestations, troubles politiques ou diplomatiques tout en traquant les lanceurs d'alertes. Le ministère des technologies a acté cette collaboration fin février en annonçant l'obligation pour les créateurs de sites webs de révéler obligatoirement leur identité aux autorités et aux représentants de fournisseurs d'accès. Depuis, la mesure s'est étendue aux micro blogueurs même si elle est moins contraignante. Il faut dire que les manifestations rassemblant des milliers de personnes sont monnaie courante en Chine mais sont aussitôt tuées dans l'œuf médiatiquement par la police du web.



C'est aux alentours de la mi-mars, deux semaines avant l'attaque massive du groupe Anonymous China, que les prises de décisions et les incarcérations ont commencé à s'accélérer. Suite au limogeage de Bo Xilai, un des plus hauts cadres du parti, des centaines de milliers de messages se sont répandus sur les plateformes de blog. Une partie d'entre eux prédisaient un coup d'Etat à Pékin. Le pouvoir central a aussitôt procédé à des arrestations et à une censure qui a abouti entre le 29 Mars et le 2 Avril à une interdiction des commentaires sur les deux principales plateformes de blog que sont Tencent et Sina. L'arrestation des présumés dissidents a été facilitée par une des lois les plus régressives en matière de droits humains qu'ai entériné la Chine ces dernières années: le 16 mars, l'assemblée nationale populaire votait **une nouvelle législation sur la détention**.

Cette dernière, autorise le parlement à emprisonner au secret, sans chef d'accusation et pour une période maximale de 6 mois, toute personne suspectée de crimes "mettant en danger la sécurité nationale", internautes compris...

Entre mi février et mi avril, 1000 personnes ont été arrêtées, une cinquantaine de sites internet ont été fermés, 3000 ont été rappelés à l'ordre et 210 000 messages de micro blogs ont été effacés par la cyberpolice de l'empire du milieu.

Par ailleurs, et à titre d'exemple, les cyberdissidents



PETIT MANUEL DU PARFAIT  
CYBERDISSIDENT CHINOIS

Face au Great Firewall qui  
filtre le web chinois. les

Chen Xi (陈西) et Chen Wei (陈卫) ont été condamnés respectivement, les 26 et 23 décembre derniers, à onze et neuf ans de prison pour “subversion” **comme le révèle Reporters sans frontières**

cyberdissidents se saisissent des outils à disposition : VPN, proxy et ...

Comme le souligne cependant **Séverine Arsène, spécialiste des médias et de l'internet en Chine** et auteure de “*Internet et politique en Chine : Les contours normatifs de la contestation*”:



***Le durcissement de la répression et la volonté de faire taire les dissidences sont bel et bien réels et sont en partie liés au contexte du congrès du parti en octobre et à des tensions politiques dont témoignent les arrestations qui viennent d'avoir lieu à Chongqing. Cependant on voit que cela devient de plus en plus problématique pour les autorités d'emprisonner ou de réprimer avec impunité, en dehors du droit et en dehors d'une apparence légale pour la population et pour l'étranger. Certaines des mesures prises dernièrement étaient en fait déjà appliquées auparavant mais le gouvernement légifère car c'est un moyen de légitimer la répression. Cela témoigne en quelque sorte d'un certain respect pour le “formalisme de droit” face à une dissidence sur le web que le gouvernement ne parvient plus à endiguer.***



Outre une utilisation purement répressive du web, le régime use de plus en plus de la technologie internet comme d'un outil stratégique dans tous les domaines de sa politique aussi bien pour comprendre et cibler les risques de dissidences en amont que pour gérer des intérêts économiques, diplomatiques ou encore militaires. Cette pensée politique visant à s'appuyer sur les nouvelles technologies pour gouverner est en réalité issue d'une pensée bien plus ancienne et profondément ancrée dans la conception chinoise du pouvoir . Au V<sup>e</sup> siècle avant notre ère, le stratège et néanmoins auteur Sun Zi écrivait ainsi dans son “Art de la guerre”:



***Celui qui excelle à résoudre les difficultés les résout avant qu'elles ne surgissent. Celui qui excelle à vaincre ses ennemis triomphe avant que les menaces de ceux-ci ne se concrétisent.***



Illustrations et photos par **(CC-by) Abode of chaos**

1. une branche des collectifs Anonymous chargée de diffuser des documents compromettants [↗]

### TRUC

le 15 mai 2012 - 4:51 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*C'est marrant de voire reporters sans frontières et Anonymous prêcher les mêmes valeurs de liberté d'expression alors que beaucoup prennent ce dernier groupe comme des terroristes.*

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

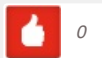
### SÉVERINE ARSÈNE

le 16 mai 2012 - 23:02 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



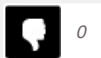
Merci d'avoir attiré mon attention sur ce cas. Je suis malgré tout un peu surprise par la manière dont vous reliez cet épisode sur "Anonymous China" au renforcement de la censure d'Internet en Chine. Comme je vous l'ai dit, lors de notre entretien je n'avais pas pu me renseigner plus précisément sur ces hackers. Mais en vous lisant, et après vérification, je doute fortement de l'ampleur du mouvement en Chine: d'une part Reuters mentionne qu'il s'agit d'une douzaine de personnes à peine, dont "la majorité ne se trouvent pas sur le territoire chinois". (<http://www.reuters.com/article/2012/04/09/net-us-china-hackers-idUSBRE83808H20120409>) Ont-ils publié plusieurs infos différentes à ce sujet? D'autre part, la capture d'écran montre un texte qui s'adresse au peuple chinois en disant "votre gouvernement", ce qui suggère le fait que ces hackers ne se positionnent pas comme chinois, même s'il y en a certainement parmi eux. Ce qui m'amène à une deuxième remarque: les mesures de renforcement de la censure sont réelles mais elles sont pour l'essentiel bien antérieures à l'apparition de ce mouvement, comme vous le montrez. Par exemple, l'enregistrement des propriétaires de sites internet auprès des autorités avait déjà été renforcé en 2006 ([http://rconversation.blogs.com/rconversation/2006/02/china\\_registrat.html](http://rconversation.blogs.com/rconversation/2006/02/china_registrat.html)). En fait toutes ces mesures sont destinées à réduire au silence une dissidence qui n'a rien à voir avec le mouvement Anonymous, et plus généralement à influencer l'opinion publique dans un sens favorable au régime. Anonymous, me semble-t-il, ne vient s'ajouter au problème que de manière très marginale. Du coup, n'est-il pas un peu exagéré de parler de Pékin "en guerre contre ses hacktivistes"?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### FLORIANCORNU

le 17 mai 2012 - 20:46 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Merci pour le commentaire Séverine, je retransmet ici la réponse que je vous ai envoyé par mail

Le but de mon article n'était pas de relier la répression du gouvernement à anonymous china mais plutôt de montrer que le régime accentuait bel et bien la répression par des mesures qui quant elles ne visent pas directement les internautes avides de liberté (c'est le cas pour la détention au secret) s'étendent tout de même à la cyberdissidence. Je ne pense pas que le mouvement de dissidence soit "énorme" mais comme vous me l'aviez dit les nombreuses procédures législatives qui se multiplient depuis fin 2011 témoignent d'une peur croissante du régime face à la montée du nombre d'internautes et des tentatives de contournement de la censure.

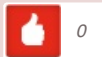
Pour l'info Reuters, je vous remercie il s'agit d'une énorme méprise de ma part que je vais corriger de suite.

Par ailleurs, les anonymous n'utilisent jamais le mot "notre" gouvernement ds leurs communiqués en tout cas c'est très rares, car leur philosophie est vraiment le "nous sommes partout et n'appartenons à aucun gouvernement".

Enfin, je parle de Pékin "en guerre contre ses hacktivistes" car outre l'acception traditionnelle de "pirate" le mot hacker dans une acception plus large désigne toute personne s'intéressant au fonctionnement interne d'un système informatique et des réseaux. Or tous les internautes amenés à contourner la censure sont amenés à rentrer dans cette case.

Pour faire simple je pense que Pékin renforce véritablement ses mesures répressives et que la naissance d'un réseau organisé de cyberdissidents ne va faire qu'empirer les choses.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### 3 pings

Pékin en guerre contre ses hacktivistes « Freemindsaloon le 14 mai 2012 - 18:58

[...] opérations isolées et peu médiatisées ont ainsi eu lieu. Le 27 Avril Anonymous analytics 1 publiait ainsi un rapport de 44 pages impliquant l'entreprise multinationale productrice de tabac [...]

PÉKIN EN GUERRE CONTRE SES HACKTIVISTES ... « le 17 mai 2012 - 23:26

[...] opérations isolées et peu médiatisées ont ainsi eu lieu. Le 27 Avril Anonymous analytics 1 publiait ainsi un rapport de 44 pages impliquant l'entreprise multinationale productrice de [...]

---

Pékin n'aime pas le porno » revue du web, Just another weblog le 13 juillet 2012 - 16:37

*[...] depuis un an dans un processus de renforcement du copyright et de la répression de l'hacktivisme, le régime a immédiatement justifié cette nouvelle mesure. D'après l'agence [...]*